

EN COUVERTURE

2040, le scénario catastrophe

Pamphlet. Dans ses « Lettres béninoises », Nicolas Baverez décrit l'aveuglement de nos dirigeants. Tragique !

Le nord de Paris est occupé par des bidonvilles qui se transforment en coupe-gorge si par malchance votre voiture a des ratés. Pour se rendre en province, les Parisiens hésitent à prendre des TGV qui tombent régulièrement en panne, quand ils ne sont pas assaillis par des bandes de pillards. Nous sommes en 2040. Le siège de l'Unesco a quitté Paris pour Berlin. Airbus a même abandonné ses quartiers généraux de Toulouse au profit de Hambourg. La France est en faillite. Sauvée une première fois en 2025 par ses partenaires européens (« la der des der », avaient alors dit les Allemands), sa situation n'a cessé de se dégrader, jusqu'à l'explosion de la zone euro six ans plus tard. Depuis, le chômage a bondi (il touche 65 % des jeunes), le franc a perdu 80 % de sa valeur et le spectre de l'inflation réapparaît (10 %). L'avènement de la VI^e République n'a rien changé. Les politiques sont restés dans le déni, refusant de s'adapter à la mondialisation. « La passion de l'Etat s'est révélée plus forte encore que la passion de l'égalité », remarque Alassane Bono, un Béninois, premier Africain à diriger le Fonds monétaire international (FMI), qui débarque un jour de septembre 2040 pour diriger la mission censée sauver une nouvelle fois la France. Il suspendra sa tâche, écoeuré. Et pour cause : à sa sortie du Ritz, il est victime d'une agression commanditée par le gouvernement français, qui ne supportait pas l'ingérence de cet Africain dans les affaires du pays. « Je me suis trompé et j'ai été trompé, écrit le grand argentier. La France est perdue (...). Tel un scorpion, elle ne peut s'empêcher de piquer d'un poison mortel jusqu'à ceux qui souhaitent la sauver. Intoxiquée par ses mensonges, elle meurt de la démagogie et de la haine – de soi et des autres – qu'elle n'a cessé de cultiver et dont elle n'a plus la force de se libérer. » Cet effroyable diagnostic figure dans le dernier échange épistolaire du DG du Fonds avec ses proches et sa famille. Mais son auteur véritable n'est autre que notre éditorialiste Nicolas Baverez, qui, à travers une fiction formidablement bien menée et désespérante, nous offre une terrible leçon de choses : voilà ce qui attend la France si elle ne met pas fin à l'arrogance et à la gabegie de son Etat et de ses dirigeants ■ PATRICK BONAZZA



Nicolas Baverez
Avocat et
essayiste

Nicolas Baverez
Lettres
béninoises

Et si c'était vrai ?

« Lettres béninoises »,
de Nicolas Baverez
(Albin Michel, 192 p.,
15 €).

EXTRAITS

La faillite à nos portes

Lettre du 1^{er} octobre 2040 d'Alassane Bono, DG du FMI à sa femme

Trois décennies de croissance zéro ont conduit la France du cinquième au vingt-cinquième rang mondial. (...) Avec pour conséquences un effondrement du niveau de vie et des émeutes de la faim quand les premières coupes ont dû intervenir dans les retraites, les aides sociales et l'assurance-chômage dont dépendait près du quart de la population. Sur le plan financier, une dette insoutenable de 185 % du PIB, après trois plans d'ajustement dont aucun n'a été mené à son terme.

Plus inquiétante encore est la trajectoire politique du pays au cours des dernières décennies. Lent déclin jusqu'en 2025, date de la première grande crise de la dette française. Victoire de l'extrême droite à l'élection présidentielle de 2032 débouchant sur une quasi-guerre civile et un état de banqueroute. Création d'une VI^e République parlementaire juste après, en 2034, grâce à un sursaut des partis républicains face à la menace d'un putsch militaire, sursaut qui bénéficia du soutien de la communauté internationale et des créanciers. Retour à une paix civile précaire, au prix d'une instabilité croissante et d'une succession de gouvernements de coalition au fil de majorités qui se nouent et se dénouent. Le tout pour aboutir de nouveau à une faillite! (...)

[Le DG du FMI conte ensuite ses mésaventures.] Nous avons mis autant de temps pour rallier Paris depuis Roissy que pour traverser l'Atlantique. Nos bagages ont été égarés, ce que je n'avais vu nulle part lors d'un vol privé. Les formalités de police ont été interminables, notamment pour ce qui me concerne. Dans l'œil suspicieux du policier des frontières, j'ai vu que la couleur de ma peau correspondait davantage à l'idée qu'il se faisait d'un immigré clandestin que du directeur général du FMI.

Puis l'hélicoptère qui devait nous prendre en charge est tombé en panne. L'engin de remplacement ne disposait d'aucun équipage. J'ai bien proposé d'emprunter le train ou la voiture, mais il m'a été répondu que c'était impensable pour des raisons de sécurité. Lorsque l'hélicoptère de secours est finalement arrivé, le conseil m'est apparu judicieux. (...) Nous avons survolé le vaste bidonville qui va de l'aéroport aux confins nord de Paris où se pressent quelque 6 millions d'habitants sur les 20 que compte cette mégalo-

de Nicolas Baverez

pole. La vision de cette immense aire urbaine (...) est dantesque. Cela m'a rappelé Lagos avant que l'agglomération ne soit entièrement reconfigurée et sécurisée. (...) Pour assurer la sécurité des touristes, a été construit, à côté des parcs de Disneyland, le New Paris, qui reproduit, à l'échelle, les principaux monuments de la capitale et ses rues les plus emblématiques. (...) La dégradation progressive de la Défense, dont les tours ont cessé d'être entretenues à mesure que l'insécurité interdisait leur accès, a conduit à créer, plus au sud, un nouveau quartier d'affaires sur le plateau de Saclay. C'est une zone franche placée hors du droit et des juridictions françaises. Elle est contrôlée, surveillée et gardée en permanence par des forces de sécurité privées. Heureusement, nous avons atterri sans encombre dans l'enceinte des Invalides. Un hélicoptère y a été aménagé pour les autorités gouvernementales afin d'éviter les caillassages dont leurs voitures étaient régulièrement la cible. Un somptueux coucher de soleil illuminait le dôme de l'église Saint-Louis, ce qui m'a semblé une invitation du Ciel à ne pas désespérer. L'histoire ne se répète pas, mais elle ne manque pas d'ironie: je débarque au cœur du panthéon de la gloire militaire française, un siècle après la débâcle stratégique de juin 1940, pour tenter d'épargner à ce pays ce qui serait la plus grande débâcle financière depuis la banqueroute de 1797.

Ultime avanie de ce voyage tumultueux, nous n'avons pu gagner le Ritz que par une entrée dérobée. (...) Plus de 2 000 personnes campaient sur la place depuis plusieurs jours. Ces campeurs volontaires avaient reçu le renfort d'imposantes masses de manifestants rivalisant de slogans pour dénoncer « le FMI assassin d'enfants ». Ce sont pourtant les fonds de l'aide internationale qui assurent les fins de mois des hôpitaux et des écoles, et permettent de payer médecins, infirmiers et professeurs.

Nous sommes tous français!

Lettre du 2 octobre 2010
d'Alassane Bono à ses enfants

Mon devoir est de jouer à fond la dernière chance d'aider la France. Parce que son histoire, faite de hauts et de bas vertigineux, est indissociable de celle de notre famille et de celle de l'Afrique. Parce que les valeurs qu'elle a su incarner sont sorties de ses frontières pour imprégner le XXI^e siècle et faire partie de

nos vies. Sarah, que serait l'économie financière sans les mathématiciens français? Jonas, que seraient le droit et sa philosophie sans les philosophes de Lumières et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui te fascine et te mobilise? (...) Sans doute tout cela appartient-il à l'histoire. Mais cette histoire continue à vivre (...). Cet héritage a fait de notre séjour puis de nos voyages en famille à Paris un enchantement (...).

Si l'on doit juger la France pour ce qu'elle est, votre mère a raison: elle ne mérite pas plus d'attention que ces nombreux pays emportés par la démagogie et le populisme. Elle fait figure d'Argentine de l'Europe, riche d'un immense potentiel mais vouée à la faillite du fait de son modèle étatiste et protectionniste, ainsi que de son instabilité politique et de son inclination pour le populisme. S'il faut juger la France pour son passé de grande puissance, on y trouve le meilleur et le pire. Notre continent a davantage expérimenté le

pire que le meilleur. Mais l'héritage intellectuel et spirituel de ce pays a aussi nourri depuis plus de deux siècles les rêves d'indépendance et de liberté. Les peuples qu'il opprimait l'ont combattu et ont fini par le vaincre au nom des valeurs de la République quand la métropole de l'empire les bafouait. D'une certaine manière, nous sommes tous français!

Je ne me lance pas dans une croisade pour réhabiliter la France alors qu'elle poursuit sa chute. Mais je veux tenter de sauver cette part d'universel qui constitue la marque de ce pays. Elle peut être utile à tous les hommes du XXI^e siècle, et pas seulement aux 80 millions de Français qui survivent, de plus en plus mal, dans notre société ouverte. C'est incroyable: ils en détenaient toutes les clés mais ils ont refusé de s'en servir!

Merci de me faire confiance. Ne condamnez pas trop vite mon entreprise.

L'Argentine de l'Europe

Lettre du 25 octobre 2010 d'Alassane Bono à sa femme

Je me suis rendu aujourd'hui à l'Élysée pour l'audience que m'a accordée le président de la République. (...) Le président, de prime abord, semble valoir mieux que la réputation de faiblesse et d'indécision qui le poursuit (...). Il vit cloîtré dans son palais dont il ne peut guère sortir, si grande est son impopula- ■■■

« Victoire de l'extrême droite à l'élection présidentielle de 2032 débouchant sur une quasi-guerre civile et un état de banqueroute. »

EN COUVERTURE

■ ■ ■ rité. (...) Il a souvent tenu des propos incendiaires contre le FMI, qu'il a accusé de violer la souveraineté française et de ruiner les pays, avant de se rallier à la nécessité des réformes qu'il fustigeait naguère (...) L'homme est très intelligent, fin, séduisant et plein d'humour (...) « Nos atouts, vous en conviendrez, j'espère, me dit-il, restent impressionnants. D'ailleurs, pour faciliter la poursuite de l'engagement du FMI à nos côtés au service du redressement économique et financier de notre pays, nous avons fait réaliser par le commissariat à la prospective une importante étude sur la France en 2050. Les résultats sont prometteurs et mettent en évidence la perspective d'un système productif d'excellence, d'un modèle social exemplaire, de finances publiques soutenables, d'une société confiante et intégrée, d'une relance du projet européen. »

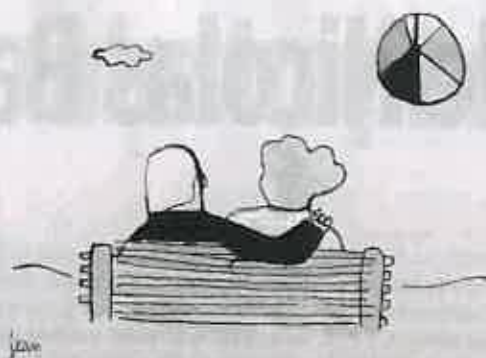
J'en suis resté sans voix. Me parlait-il bien du pays qu'il préside, cette France à qui seul le FMI peut éviter un défaut brutal de paiement ? A-t-il seulement une claire conscience de la situation ?

« Je vous entends bien, Monsieur le Président, ai-je prudemment avancé, mais (...), ainsi que vous le savez, le FMI ne peut intervenir que si des espoirs crédibles de retour à l'équilibre existent. Dans le cas de la France, et en l'état actuel des choses, il est impossible d'en faire la démonstration. » Après un court silence, le président a repris la parole avec une pointe d'agacement : « Ce que vous m'indiquez me surprend beaucoup. Les informations dont je dispose et qui sont puisées aux meilleures sources sont en totale contradiction.

(...) L'économie doit être lue et comprise au regard de la politique. Dans les fonctions de dimension planétaire qui sont les vôtres comme dans les miennes, il faut faire de la politique. Et rien n'est pire en politique que de faire de la petite politique. Quels que soient les avatars de l'histoire, la France reste et restera une grande puissance. Nul, et surtout pas une institution multilatérale telle que

la vôtre, n'a le droit de la traiter avec légèreté. (...) Ne vous y trompez pas : déstabiliser la France, c'est faire courir des risques majeurs à l'Europe et au système international. Vous savez que le dernier défaut de paiement de la France remonte à 1797 avec la banqueroute des deux tiers. Et vous connaissez les troubles et les guerres en chaîne qui ont suivi, en France mais aussi en Europe. Si, par extraordinaire, le FMI devait pousser la France à la faillite, cette faillite de la France serait celle de l'Europe ; elle provoquerait une onde de choc planétaire. (...) Il serait irresponsable de laisser s'enclencher cette réaction en chaîne que nul ne pourra contrôler. Elle finira par coûter à tous, Etats, banques et investisseurs, infiniment plus cher que l'aide financière dont la France a besoin. »

Tout en se calant dans son profond fauteuil



Par temps clair, on pouvait observer l'évolution de la structure de la dépense publique.

Louis XVI, le président m'a fixé durement. Après un temps de silence, il a attaqué de nouveau : (...) « La dépense et la dette publiques continuent à monter inexorablement. Certes, mais c'est le prix à payer pour canaliser les passions collectives et acheter la paix civile. Du reste, le problème n'est pas la dépense, comme on l'entend souvent, mais l'impôt, qu'il faut réhabiliter : s'il n'était pas contourné par la fraude, par l'argent qui fuit, par les entreprises et les citoyens les moins vertueux, nos comptes seraient à l'équilibre. (...) Le FMI peut et doit avoir un rôle moteur dans la résolution de la crise française, et c'est à vous de le faire basculer et de l'entraîner dans la bonne direction. (...) »

Je n'en croyais pas mes oreilles.

(...) Finalement, ce président est à l'image de la France ; il la représente à merveille. Sa force tient tout entière dans sa faiblesse. Il ne croit en rien ni en personne, sinon en sa capacité à durer et à endurer en trouvant chaque jour un nouvel artifice pour faire supporter aux autres les consé-

quences de son inconséquence, voire de son incompetence. (...) Les dirigeants français ont depuis longtemps rendu les armes devant l'opinion. Ils devancent les pulsions collectives les plus démagogiques au lieu de faire la pédagogie du changement. Ils cultivent le déni au lieu d'agir et de confronter les citoyens au monde réel, au prétexte qu'ils ne le supporteraient pas. (...) L'Etat est devenu l'esclave de sa dette, au moment où la plupart des pays ont compris que des finances en ordre sont la marque des pays libres et des économies prospères. (...) Il faut acter au plus vite la banqueroute de la France (...). Je donne aujourd'hui même l'instruction de suspendre tout nouveau versement du FMI jusqu'à la réunion du prochain conseil d'administration. La fermeture de notre bureau de Paris suivra ■

« Les dirigeants français cultivent le déni au lieu d'agir et de confronter les citoyens au monde réel, au prétexte qu'ils ne le supporteraient pas. »

Alain Lambert : « Le chaos surviendra bien avant 2040 ! »

Réactions.

Alain Lambert et Karine Berger ont lu la fiction de Nicolas Baverez.

Le scénario catastrophe de cette France en 2040 vous paraît-il plausible ?

Alain Lambert : Les enchaînements de notre descente aux enfers décrits par l'auteur sont tout à fait crédibles. Mon seul désaccord porte sur l'agenda. Le chaos surviendra bien avant 2040. La France est trop impulsive pour s'éteindre dans une lente agonie durant encore vingt-cinq ans. Un accident démocratique se produira avant. C'est un défaut sur notre dette qui pourrait déclencher le cataclysme. Tout basculera en même temps – panique financière, troubles à l'ordre public, mouvements sociaux de masse, effondrement de notre système démocratique. Même si cela semble invraisemblable aujourd'hui, il ne faut pas exclure qu'une solu-

tion militaire soit indispensable pour épauler un pouvoir politique submergé. Au rythme actuel, dès 2020, la France peut connaître un accident grave. Sans sursaut d'ici là, peut-être même avant 2017. Seule une union nationale autour des partis de gouvernement semble pouvoir permettre de relever le défi. Nous dansons sur un volcan !

Sommes-nous toujours dans le déni français ?

Dans un déni total. Ancré dans nos mentalités, et cela ne date pas d'hier. Nous, Français, regardons le monde changer, observons les menaces qui déferlent sur nous mais restons immobiles. Comme si c'était au monde de s'adapter à nous, et pas l'inverse. En France, nous sommes possédés du démon de l'égalitarisme, nous raisonnons mal avec des croyances fausses. Les vieux réflexes marxistes hantent encore nos illusions. Nous pensons, par exemple, que les dépenses publiques font la croissance. Une énorme idiotie ! Nous prétendons que l'augmentation ininterrompue des dépenses atténue la misère, alors qu'elle alimente le contingent



Alain Lambert
Ancien ministre du Budget de Jean-Pierre Raffarin. Auteur de « Déficit publics : la démocratie en danger » (Armand Colin).

des fraudeurs et dégrade la situation des plus défavorisés.

Le pacte de responsabilité proposé par Hollande peut-il faire sortir la France de sa léthargie ?

C'est un acte solennel qui peut inverser la tendance dépressive. La balle est dans le camp des partis de droite et du centre, ainsi que dans celui du patronat. Ils doivent tous dire collectivement au président « Chiche, on y va ! ». Ce sera tout autant engageant pour François Hollande. Et la feuille de route doit être écrite collectivement. Evitons à tout prix qu'un camp puisse dire : « Nous avons échoué à cause des autres. » La vraie question, c'est de savoir si on peut encore réveiller le peuple français. Les Français savent majoritairement que notre modèle est à bout de souffle, mais ont-ils encore l'énergie pour adhérer aux changements inévitables ? Cela me fait penser aux excès de vitesse. Sermonner le fautif sans retirer le permis ne sert à rien... Sans doute est-il urgent d'annoncer le retrait prochain du permis de dépenser l'argent que nous n'avons pas ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE BODET

Karine Berger : « On est dans l'exagération la plus totale ! »

Le Point : La France que dépeint Nicolas Baverez est bien différente de la vision plutôt optimiste que vous défendez dans votre livre. Son déclinisme, diront certains, est-il exagéré ?

Karine Berger : C'est plus que du déclinisme ! Nicolas Baverez passe d'une vision pessimiste de la France à une caricature du pessimisme, en décrivant une France en 2040 inimaginable, au sens premier du terme. Dans vingt-six ans, si on le suit, on aura connu non seulement une explosion de la zone euro, une crise de la dette, mais aussi une guerre civile, un djihad... On est dans l'exagération la plus totale ! Que critiquez-vous dans sa démonstration ?



Karine Berger
Députée PS, coauteur de « Les Trente Glorieuses sont devant nous » (Rue Fromentin).

D'abord, sur le fond, Nicolas Baverez est obsédé par la place de l'Etat. Il ne parle jamais des entreprises, ou très peu. Sa théorie, c'est que la France est tellement endettée qu'elle fait défaut, ce qui déclenche l'intervention du FMI pour une durée indéterminée. Or il est parfaitement possible d'avoir un Etat fort sans avoir une dette colossale. Nicolas Baverez ne dit jamais pourquoi, brutalement, la France se trouverait en situation de défaut. Je rappelle d'ailleurs que la France, dans dix-huit mois, devrait revenir dans la limite des 3 % de déficit. Il aurait été intéressant que Nicolas Baverez nous dise pourquoi nous n'y arriverons pas, surtout après la conférence de

presse de François Hollande où l'on a bien compris que tout le monde devra se serrer la ceinture ! Ce livre est aussi un discours typique des élites, qui, en critiquant les choix politiques d'un pays, critiquent le pays lui-même. Dans ce livre, c'est la société française, notamment son multiculturalisme, qui est profondément remis en question.

Que voulez-vous dire ?

Non seulement, pour Nicolas Baverez, l'Etat est trop gros, surendetté, mais je remarque que, selon lui, le déclin serait lié à la présence de plusieurs religions en France, ce qui va bien au-delà de son dé faitisme habituel ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL REVOL